
Conseil de sécurité

La situation au Moyen-Orient, y compris la question palestinienne Briefing

New York, le 31 janvier 2024

Déclaration lue par
Pascale Baeriswyl, Représentante permanente

Merci Madame la Présidente, et merci d'avoir convoqué cette séance. Je voudrais, comme mes collègues, remercier aussi le Secrétaire général adjoint aux affaires humanitaires, M. Martin Griffiths, non seulement de sa présentation, mais aussi pour le travail de ses équipes et de lui-même.

Au vu du bilan accablant de ce conflit en vies humaines, du niveau de destruction à Gaza, et des violences en Cisjordanie, je rappelle ici l'obligation de toutes les parties de respecter le droit international humanitaire et les droits humains.

Nous l'avons entendu du Secrétaire général adjoint, la situation humanitaire à Gaza est catastrophique. La population s'y trouve aujourd'hui sans la protection dont elle a besoin et à laquelle elle a droit. Elle est assiégée, en proie aux bombardements et combats, aux déplacements répétés, à la famine et aux épidémies. Tout cela alors que le secteur de santé – et nous venons de l'entendre – est en ruine, malgré les efforts courageux des acteurs et actrices humanitaires.

Cela ne peut continuer. La mise en place d'un cessez-le-feu humanitaire doit permettre l'accès rapide, sûr et sans entrave de l'aide humanitaire à la population civile dans le besoin, par tous les moyens et tous les points de passage possibles, ainsi que la libération immédiate et inconditionnelle de l'ensemble des otages, conformément au droit international humanitaire.

Je réitère le plein soutien de mon pays à la Cour internationale de justice. Les mesures conservatoires de la Cour sont contraignantes pour les Parties. La Suisse attend d'Israël qu'il se conforme à son ordonnance et prenne notamment les mesures nécessaires afin de prévenir la commission de tout acte de génocide et de toute incitation de le commettre. Parmi les mesures indiquées figurent également des mesures effectives, à prendre sans délai, pour permettre la fourniture des services de base et de l'aide humanitaire requis de toute urgence afin de remédier aux difficiles conditions d'existence auxquelles sont soumis les Palestiniens de la bande de Gaza.

En Cisjordanie, les attaques de colons contre les Palestiniens et le déplacement forcé de communautés entières qui en résulte sont inacceptables. Et ce dans un environnement d'impunité presque complète. En tant que puissance occupante, Israël doit s'abstenir de prendre des mesures qui introduiraient des changements permanents dans le Territoire palestinien.

Nous saluons la visite qui est en cours en Israël et en Cisjordanie de Madame la Représentante spéciale Pramila Patten. Le rapport qu'elle prévoit de présenter sur les violences sexuelles commises durant et depuis les attaques du 7 octobre – que nous avons fermement condamnées – pourra nous donner une vue plus globale de la situation catastrophique. La Suisse appelle à ce que des enquêtes indépendantes soient menées sur toutes les allégations de violations du droit international commises en Israël et dans

l'ensemble du Territoire palestinien occupé. Leurs auteurs présumés doivent être traduits en justice auprès des instances pertinentes.

Enfin, nous sommes extrêmement préoccupés par les allégations très graves à l'encontre de douze employés de l'UNRWA soupçonnés d'avoir participé aux actes de terreur du 7 octobre alors que l'UNRWA est le plus grand acteur humanitaire dans la bande de Gaza actuellement, fournissant de l'aide à deux millions de personnes. Mon pays a une tolérance zéro pour tout soutien au terrorisme et tout appel à la haine ou incitation à la violence. Nous avons pris bonne note des mesures immédiates prises par l'UNRWA à l'encontre des employés et attendons de l'enquête interne qu'elle fasse toute la lumière sur ces graves allégations.

Madame la Présidente,

Il est urgent de mettre fin à la crise humanitaire en cours à Gaza et de parvenir le plus rapidement possible à une désescalade au niveau régional. Les signaux se font toujours plus inquiétants, notamment des deux côtés de la ligne bleue entre Israël et le Liban. Au-delà, les tensions sont vives au Yémen, en Syrie, en Irak et dans la Mer rouge. Ce Conseil doit assumer ses responsabilités. Comme elle l'a fait jusqu'à présent, la Suisse est disponible pour travailler à une action concertée du Conseil allant dans ce sens.

Les éléments que j'ai mentionnés – le respect du droit international, y compris la mise en place d'un cessez-le-feu humanitaire, l'accès de l'aide à Gaza, la libération des otages – ne sont que des premiers pas vers une résolution politique de ce conflit.

La Suisse se tient prête à soutenir les efforts à même de reconstruire l'espoir de paix à travers une solution à deux Etats démocratiques, qui vivent côte à côte, en paix, à l'intérieur de frontières sûres et reconnues, avec Gaza comme partie intégrante d'un futur Etat palestinien.

Je vous remercie.

UNOFFICIAL TRANSLATION

Thank you, Madam President, and thank you for convening this meeting. Like my colleagues, I would also like to thank the Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs, Mr Martin Griffiths, not only for his presentation, but also for the work of his teams and himself.

In view of the devastating human toll of this conflict, the level of destruction in Gaza and the violence in the West Bank, I would like to reiterate the obligation of all parties to respect international humanitarian law and human rights.

We have heard it from the Under-Secretary-General for Humanitarian Affairs, Mr Martin Griffiths, the humanitarian situation in Gaza is catastrophic. The population there today is without the protection it needs and that it has a right to. They are under siege, subject to bombardments and fighting, repeated displacements, famine and epidemics. All this while the health sector - and we have just heard it - is in ruins, despite the courageous efforts of humanitarian actors.

This cannot continue. The establishment of a humanitarian ceasefire must allow rapid, safe and unhindered access for humanitarian aid to the civilian population in need, by all possible means and through all possible crossing points, as well as the immediate and unconditional release of all hostages, in accordance with international humanitarian law.

I reiterate my country's full support for the International Court of Justice. The Court's provisional measures are binding on the parties. Switzerland expects Israel to comply with its order and in particular to take the necessary measures to prevent the commission of any act of genocide and any incitement to commit it. These measures also include effective measures, which need to be taken immediately, to

enable the provision of the basic services and humanitarian aid urgently required to alleviate the difficult living conditions to which the Palestinians in the Gaza Strip are subjected.

In the West Bank, settler attacks on Palestinians and the resulting forced displacement of entire communities are unacceptable. And this in an environment of almost complete impunity. As the occupying power, Israel must refrain from taking any measures that would introduce permanent changes in the Palestinian Territory.

We welcome the current visit to Israel and the West Bank by Special Representative Pramila Patten. The report that she plans to present on the sexual violence committed during and since the attacks of 7 October - which we have strongly condemned - will give us a more comprehensive view of the catastrophic situation. Switzerland calls for independent investigations into all allegations of violations of international law committed in Israel and throughout the Occupied Palestinian Territory. The alleged perpetrators must be brought to justice before the relevant authorities.

Finally, we are extremely concerned about the very serious allegations against twelve UNRWA employees suspected of involvement in the acts of terror on 7 October, despite the fact that UNRWA is the largest humanitarian actor in the Gaza Strip today, providing aid to two million people. My country has zero tolerance for any support for terrorism or any advocacy of hatred or incitement to violence. We have taken due note of the immediate measures taken by UNRWA against the employees and expect the internal investigation to shed full light on these serious allegations.

Madam President,

There is an urgent need to put an end to the humanitarian crisis in Gaza and to achieve a regional de-escalation as quickly as possible. The signs are increasingly worrying, particularly on both sides of the Blue Line between Israel and Lebanon. Beyond that, tensions are high in Yemen, Syria, Iraq and the Red Sea. This Council must shoulder its responsibilities. As it has done to date, Switzerland is ready to work towards concerted action by the Council along these lines.

The elements I have mentioned - respect for international law, including the establishment of a humanitarian ceasefire, access for aid to Gaza, the release of hostages - are only the first steps towards a political resolution of this conflict.

Switzerland stands ready to support efforts to rebuild hope for peace through a solution involving two democratic states living side by side in peace within secure and recognized borders, with Gaza as an integral part of a future Palestinian state.

Thank you.